



# LE JAURÈS

LE JOURNAL DES COMMUNISTES DU 19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT



N°2 - JUILLET 09

## FACE À LA CRISE ET L'ÉCHEC DE LA DROITE

# L'AMBITION D'UNE ALTERNATIVE



Alors que la droite ne fait qu'appliquer le programme du MEDEF, le PCF démontre qu'une autre politique est possible, en faveur des salariés.

Le chômage, la précarité, les bas-salaires ne sont pas une fatalité. Des solutions existent pour changer nos vies.

## ÉDITO

# Ensemble, Sur tous les fronts !

En ce début d'été, difficile d'avoir le cœur léger... La crise est là, menaçant nos emplois, nos salaires. La droite veut profiter de cette crise pour accélérer la destruction de tous les acquis sociaux et de toutes les solidarités. Les libertés les plus élémentaires sont mises en danger.

Dans ce contexte, les élections européennes ont été une alerte inquiétante. 60 % d'abstention : c'est le résultat d'une construction européenne éloignée des peuples, mais aussi d'un divorce profond entre une grande partie des classes populaires et de la jeunesse avec des institutions politiques qu'il faudra démocratiser en profondeur. Cela n'est pas à prendre à la légère comme le fait l'UMP qui, dans un tel marasme, voit un encouragement à poursuivre la politique antisociale du gouvernement ! Quant aux résultats du Parti socialiste, ils démontrent – et ce n'est pas la première fois ! – que la gauche est faible quand elle ne se dissocie pas clairement de la droite par un projet de rupture avec le capitalisme.

Il y a bien quelque chose de positif à noter sur ces élections globalement attristantes. C'est la dynamique naissante autour du Front de Gauche. Cette union nouvelle, composée du Parti communiste français, du Parti de Gauche et de la Gauche unitaire (issue du NPA), envoie cinq élus au Parlement européen, dont Patrick Le Hyaric, le directeur du journal L'Humanité, pour l'Île-de-France ! Ces élus sauront, soyez-en sûrs, défendre avec force l'intérêt du peuple face à celui des financiers. Ils le feront au sein d'un groupe de trente-cinq députés venus de toute l'Union : la Gauche unie européenne.

Rassembler les organisations de gauche et les citoyens pour changer les choses au plus vite, voilà la démarche des communistes ! Adhérer au PCF, rejoindre les dizaines de milliers de femmes et d'hommes de ce formidable collectif militant qu'est le Parti communiste français, c'est s'engager pour la construction d'un front progressiste le plus large possible, pour la mise en œuvre d'un projet révolutionnaire et réaliste ici et maintenant. C'est faire votre bien commun d'un espace ouvert à toutes celles et ceux qui veulent transformer l'ordre actuel sans avoir forcément la même histoire, les mêmes références, la même culture que ses militants actuels.

Tous ensemble !

## Que la fête commence !



Les 11, 12, 13 sept 2009, la Fête de l'Humanité s'ouvrira au Parc de la Courneuve.

Au programme musical : Manu Chao, Deep Purple, Keziah Jones, Arthur H, Les Wampas, Julien Clerc, Cocoon, The Kooks, etc.

La vignette d'entrée est arrivée. Demandez-la auprès des communistes.

18€ les 3 jours. (Entrée gratuite pour les moins de 15 ans)

Selon la ministre de l'économie, Christine Lagarde, la France va connaître une récession historique, accompagnée de 600 000 chômeurs supplémentaires. Les derniers chiffres du Pôle emploi mesurent 2 000 chômeurs de plus par jour. Les plans de licenciements se multiplient : Osram, Caterpillar, Marionnaud, Continental, etc. Les emplois précaires supprimés (CDD, intérim, CNE...) constituent l'essentiel de la vague de chômage, alors que montent en charge les licenciements pour motif économique. En réponse, Nicolas Sarkozy a multiplié les « plans de relance », mobilisant quelques 450 milliards d'euros, pour sauvegarder les profits et dividendes du système bancaire, la rentabilité financière de l'industrie automobile, etc. La droite argue que cette relance favorisera indirectement l'emploi, même si la tempête est inévitable. Comment expliquer cependant, que le groupe Total, qui a réalisé 14 milliards d'euros de bénéfices en 2008, ait

reversé 2,28 milliards en dividendes à ses actionnaires et annonce 550 suppressions d'emplois. De même, Michelin, qui a réalisé 357 millions d'euros de bénéfices en 2008, annonce 1093 suppressions d'emplois.

Cela ne signifie qu'une chose : sans action pour un relèvement généralisé des salaires et la création d'emplois, sans action pour une autre mode de développement, les « plans de sauvetage » de la droite reviennent à dilapider l'argent public pour permettre aux spéculateurs de continuer à sévir, laissant au passage de lourds dégâts sociaux. Il y a urgence pour une autre relance économique, une autre politique qui, sous le contrôle des salariés et des citoyens, utiliserait l'argent des profits, des fonds publics et du crédit pour un grand essor des toutes les capacités humaines, plutôt que pour la finance. Le PCF veut démontrer la possibilité et l'efficacité de réponses politiques en écho aux exigences populaires. Le 28 mai, les députés communistes ont

déposé et défendu, à l'Assemblée nationale, trois propositions de loi visant notamment à interdire les licenciements dans les entreprises qui versent des dividendes ; à reconnaître de nouveaux droits et pouvoirs aux salariés dans leur entreprise ; à élever le smic à 1600 euros brut, en vue d'une augmentation générale des salaires ; et enfin à créer un pôle public financier pour une autre utilisation de l'argent et des banques. Mais la droite a fait barrage et les a repoussées.

C'est pourquoi les communistes agissent pour rassembler ceux qui luttent, et plus largement ceux qui souhaitent que les règles changent. C'est à cela que le Parti communiste veut être utile. Le Front de Gauche, initié lors de l'élection européenne, en est l'exemple. En proposant, avec ambition, que ce front s'élargisse, il veut faire émerger l'espoir de battre les logiques libérales et l'ambition d'engager une profonde transformation sociale de notre société.

## Mobilisation à la CRAMIF

# Victime d'un système de tueurs

Employé de la CRAMIF, victime de discriminations et de harcèlement, Jean-Marie Anany a été licencié pour insuffisance professionnelle. Le 11 mai, il engage une grève de la faim qui durera 18 jours, pour obtenir sa réintégration.

Monsieur Gérard Ropert, directeur de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie Ile-de-France, située 3 rue du Maroc, est un fervent défenseur de l'individualisation salariale.

En 2005 il déclarait : « l'objectif est d'obtenir davantage d'implication et une forte motivation de la part des salariés. (...) Ce système doit comporter une variabilité salariale sanctionnée par des résultats. (...) Nous devons éviter d'avoir une gestion collective de l'emploi liée au référentiel (NDLR : autrement dit, nous affranchir du statut du personnel) ».

C'est au nom de ces principes que M. Ropert a jugé que Jean-Marie ne faisait pas l'affaire. Avec la froideur d'un tueur à gage, il a joué avec la vie d'un homme. Cynique, il a déclaré qu'il utilisait cette procédure de licenciement par absence de faute professionnelle. Inhumain, il lui a interdit l'accès aux toilettes de la CRAMIF.

Jean-Marie a lutté courageusement. Il a reçu le soutien des organisations syndicales, du personnel, d'organisations et d'associations locales, les élus communistes sont également intervenus (notre photo). Cette mobilisation a contraint la direction à réintégrer Jean-Marie !

Dans le même temps, les Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) de Paris étaient en grève pour des effectifs et des augmentations de salaire.



Tout cela sur fond de réorganisation avec la disparition de 23 centres de « la sécu » à Paris et la privatisation du traitement des feuilles de soins en vue. Le combat de Jean-Marie s'inscrit dans la résistance à cette politique qui livre l'assurance maladie au privé et supprime des emplois comme bon lui semble. Il démontre, aussi, que la lutte et la solidarité peuvent payer.



## INFOS DES ÉLUS...

### Dates des conseils d'arrondissement

21 septembre, 12 octobre, 16 novembre et 7 décembre

### Dates des prochains conseils de quartier

Secrétan : 22 juin - Pont de Flandres : 24 juin - Bassin de la villette : 25 juin

### La laïcité en danger

La communautarisation croissante dans les quartiers proches de la porte de Pantin prend des proportions inquiétantes. La multiplication des écoles religieuses qui séparent les populations, dès leur plus jeune âge, et attisant ainsi les incompréhensions et l'intolérance, a pour conséquence des violences entre adolescents. Désormais, des parents d'élèves signalent aux élus la violence du prosélytisme à la sortie des écoles : des femmes voilées entièrement de noir interpellent les mères de famille et les entraînent à porter le voile. Des enfants, dès l'école maternelle, s'injurient à propos de leur appartenance communautaire. Il est donc urgent d'agir dans les écoles et auprès des parents pour préserver la laïcité et alerter les parents sur les dangers d'une telle évolution.

### Le sport comme remède au repli communautaire



Les "10 km du 19e" ont eu lieu le 24 mai et ont réunis plus de 700 participants (l'an dernier, 300 personnes y avaient participé). Cet événement organisé par l'AS Belleville, l'Office du mouvement sportif du 19e et le maire adjoint au sport communiste, Sergio Tinti, est devenu un moment de partage entre les sportifs et les habitants de l'arrondissement. L'objectif de réunir pour un même challenge sportif les différentes générations, les sportifs comme les moins sportifs et les différentes communautés participe à notre résistance pour faire vivre la solidarité et le partage contre une idéologie dominante qui cherche à diviser toujours plus la population.

### Vidéo surveillance

Lors du dernier Comité d'Initiative et de Consultation d'Arrondissement (CICA), le MRAP et la LDH ont interpellé le Conseil d'Arrondissement sur l'utilisation de la vidéosurveillance dans le 19e. Les élus communistes ont renouvelé leur scepticisme concernant l'efficacité des caméras dans un cadre de « sécurisation » des quartiers. A Londres, qui compte 500 000 caméras, la police a reconnu qu'elles ne permettaient de résoudre que 3% des actes criminels. Les élus dénoncent la décision de M. Nicolas Sarkozy de priver les quartiers de police de proximité et soulignent le manque d'investissements de la part de l'Etat pour les dispositifs de prévention. Plus que jamais, il nous faut le courage d'une vraie vision de la ville : recréer de l'espace public, de la mixité et du dialogue.

## Droit au logement

# Non à l'application de la loi et des décrets Boutin !

**En pleine période de crise, la loi Boutin sur le logement et la politique du gouvernement orientent l'argent public pour soutenir les promoteurs et le marché privé mais rationnent le logement social et font payer la note aux locataires.**

### Droit au maintien dans les lieux, une garantie fondamentale contre la précarité

Avec la loi Boutin, le bailleur pourra imposer à des locataires considérés en "sous-occupation" de leur habitation, un relogement dans un appartement plus petit, au même prix, pas nécessairement dans le même quartier. Les locataires qui s'y opposeraient pourront être expulsés.

### Surloyers et hausses de loyer, expulsions

La Loi Boutin accroît considérablement les surloyers. Un couple de techniciens avec 2 enfants et gagnant 2 000 euros chacun sera désormais touché... Les classes moyennes sont chassées vers le secteur spéculatif, ce qui augmente la pression sur les loyers privés !

Le moratoire sur les expulsions locatives a pris fin. De plus en plus de familles sont frappées par la politique qui casse l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat. Loin de protéger les familles en difficulté, la Loi Boutin, réduit les délais d'expulsion de 3 à un an !

### Se mobiliser contre la menace des augmentations de loyer

Les "Conventions d'utilité sociale" (CUS) sont imposées à chaque bailleur social. Les CUS obligent à "classer" les immeubles - prélude à des hausses de loyer - et à mettre en vente des logements : au sein de son parc de logements, chaque bailleur social est poussé à moduler vers le haut ses loyers pour les immeubles qui seraient les mieux situés et à en mettre en vente. Les locataires doivent faire preuve d'une vigilance extrême lors du classement des immeubles : les associations de locataires doivent être consultées.



### Quelques chiffres...

- ✎ 850 millions d'euros détournés par la Loi Boutin du "1%" destiné au logement des salariés.
- ✎ Des objectifs de 40 000 ventes et de 40 000 démolitions de logements sociaux par an.
- ✎ Autour de 4 milliards d'euros à terme d'argent public (Etat ou Caisse des dépôts) pour aider les promoteurs immobiliers.
- ✎ 115 milliards d'euros des Livrets A que les banques pourront détourner à d'autres fins que le financement du logement social...

## Propositions

**Le parti communiste propose de créer un service public national du logement, garantissant véritablement le droit au logement. Il se chargerait de construire 120 000 logements sociaux par an, pendant cinq ans. Pour financer ces mesures, il suffit par exemple de taxer la spéculation immobilière et de mettre à contribution les 115 milliards issus de nos livrets A.**

## L'Énergie

# Un droit pour tous, un service public !

**C'est l'Union européenne qui a imposé la libéralisation du secteur de l'énergie dans tous ses Etats membres** qui, en France, s'est traduite par les privatisations de GDF (depuis absorbé par Suez) et EDF, et leur mise en concurrence. Pour l'électricité, les citoyens sont libres de passer du tarif régulé au tarif "libre", c'est-à-dire fixé par le prestataire choisi, qui n'a qu'un seul but : la rentabilité à tout prix. Les conséquences sont très dangereuses : le prix a naturellement tendance, dans un premier temps, à baisser, mais l'expérience des collectivités locales et des entreprises (premières concernées par la libéralisation) a montré qu'il remontait très sensiblement au bout de quelques années.

D'autre part, la formation, les conditions de travail, les salaires des employés ont tendance à se dégrader : la "politique du chiffre" est là encore celle qui prime. Enfin, une telle politique de libéralisation se traduit par un sous-investissement dans l'infrastructure,

alors qu'au contraire, les besoins augmentent, et qu'il faudrait assurer pleinement la sécurité du réseau, au risque, dans le cas contraire, de subir de très grosses pannes.

**Pour assurer l'accès à tous à l'énergie, les communistes proposent la fusion et la nationalisation de GDF et EDF,** dans un grand service public national de l'énergie, détenant le monopole du marché, de la production à la distribution. Cette mesure serait accompagnée, de nouveaux pouvoirs pour les agents de ce nouvel établissement ainsi que des usagers. L'Etat assurerait la cohérence nationale de la politique énergétique et un développement pérenne répondant aux besoins de la Nation. En particulier, tout en veillant à la diversification des sources d'énergie, le secteur nucléaire devra être renforcé, sécurisé et pérennisé.



## La droite veut en finir avec l'hôpital public

**Alors que le gouvernement de droite tente de passer en force, le mouvement des professionnels de santé persiste à refuser la marchandisation de l'hôpital.**

Ils étaient des dizaines de milliers à manifester le 14 mai contre une "réforme" visant selon eux à "transformer l'hôpital public en entreprise rentable". À Paris, 14 000 manifestants ont défilé.

Dans un appel national, 25 professeurs de médecine accusent : "la loi Bachelot porte en elle la disparition de la médecine hospitalière au profit d'une médecine mercantile. Le maître-mot de la loi n'est plus la santé mais la rentabilité financière".

La loi Bachelot organise la gestion de la santé publique sur la base de critères comptables, dans la suite de la "tarification à l'activité" et du rationnement de l'offre publique de soins : il y aura des maladies (et des malades) rentables et des maladies non rentables. Elle s'accorde au traité de Lisbonne, où la santé est subordonnée à une logique capitaliste. L'Union européenne prétend "reconnaître et respecter le droit d'accès aux prestations de Sécurité sociale et aux services

sociaux", sans préciser si on y accède par un système solidaire et public notre sécurité sociale, ou par un système d'assurance privé.

Le PCF, seul grand parti à rejeter le traité de Lisbonne, appelle tous ceux qui luttent, par millions comme on l'a vu encore le 1er mai, à s'unir contre cette loi emblématique de la politique de recul social et de gâchis financier du gouvernement.

